

Les crédits

ces qui sont de leur compétence mais qui nous intéressent au plus haut point, comme je l'ai signalé cet après-midi. Nous tenons à nous assurer que les Canadiens en général et les jeunes en particulier ont tous les titres et qualités voulus et qu'ils peuvent supporter la comparaison avec n'importe quels étrangers.

M. Harb: Madame la Présidente, la réponse n'a pas été aussi véhémente que je l'aurais souhaité.

A plusieurs occasions, dans tout le pays, les professeurs d'université ainsi que des fédérations d'étudiants ont exhorté le gouvernement fédéral à mettre en place une sorte de mécanisme permettant de s'assurer que tout l'argent versé aux provinces au titre de l'enseignement soit bien utilisé à cette fin. Malheureusement, on attend encore.

Je voudrais juste vous citer un passage tiré d'un article publié aujourd'hui dans le *Citizen* d'Ottawa qui vient contredire ce que le ministre a prétendu lorsqu'il a affirmé que nous étions relativement bien placés sur le plan international pour être compétitifs; on reprend une déclaration de Lynn Burton, conseillère principale au Conseil consultatif national des sciences et de la technologie du premier ministre.

Il faut dire les choses franchement, le Canada est mal préparé pour affronter la nouvelle concurrence mondiale et l'évolution sur la scène internationale.

Elle a ajouté:

...ces chiffres portant sur les 22 pays membres de l'OCDE montrent que le Canada accuse du retard dans plusieurs domaines essentiels, notamment dans la productivité des employés, la formation professionnelle, les compétences des ouvriers qualifiés et la motivation des travailleurs.

C'est vrai. Nous faisons les constatations en question depuis des années. Lorsque le député siégeait de l'autre côté de la Chambre, il a fait les mêmes déclarations. Nous disons tous deux aujourd'hui que l'analphabétisme est l'une des principales causes du manque de compétitivité du Canada sur la scène internationale.

Nous ferons du sur place, si nous ne faisons pas de l'enseignement une priorité nationale, si l'analphabétisme ne devient pas une question nationale et si nous ne discutons pas avec ceux qui défendent cette position. Il est très important que le ministre commence à s'attaquer à cette question avec un peu plus de sérieux au lieu de se contenter de nous dire l'importance que le gouvernement fédéral attache à l'analphabétisme. Je sais que les crédits nécessaires sont là. Je n'ignore pas que le ministre a parlé au cours des deux dernières années de consacrer de l'argent à l'analphabétisme. Il a créé un organisme. Il prend d'excellentes mesures, et je dois l'en féliciter.

Étant donné toute cette confusion, le ministre est-il disposé à élaborer une stratégie nationale sur l'enseignement, à créer une Loi nationale de l'éducation permettant d'établir des normes que les provinces devraient respecter? Nous pouvons déterminer exactement comment nous voulons que nos enfants soient préparés à faire face à l'avenir.

A mon avis, il nous sera impossible de survivre sur le marché international si nous continuons ainsi, puisque 70 p. 100 de notre activité est concentrée dans le secteur des services plutôt que dans le secteur de la fabrication.

J'aimerais que le ministre nous fasse part de ses commentaires.

M. Weiner: Madame la Présidente, je suis très heureux que le député reconnaisse les immenses progrès que nous avons réalisés dans la lutte contre l'analphabétisme. C'est notre gouvernement qui a lancé, en septembre dernier, un programme de 110 millions de dollars. Le député pourrait dire: «Mais qu'est-ce que c'est 110 millions de dollars pour un secteur où il faudrait dépenser 50 milliards?», mais c'est une somme très significative. Non seulement nous avons établi un petit secrétariat dont le personnel extrêmement dévoué travaille d'arrache-pied, mais nous avons également lancé certaines initiatives de concert avec les provinces et les territoires. En mars, avant la fin de la dernière année financière, j'ai pu signer des ententes avec neuf provinces et deux territoires. Il n'y a qu'avec l'Île-du-Prince-Édouard, je crois, que nous n'avons pu nous entendre. Les négociations avec cette province ont échoué. Nous avons conclu des accords avec le Québec, l'Ontario et toutes les autres provinces qui voulaient s'associer avec nous. Dans chaque cas, nous avons avancé des fonds pour subventionner de nouveaux projets et de nouvelles initiatives communautaires visant à éliminer l'analphabétisme.

Nous sommes allés plus loin. Nous nous associons maintenant avec le secteur privé, les organisations syndicales, de nouveaux partenaires, des gens qui ne participaient pas auparavant au mouvement d'alphabetisation, mais nous n'avons pas oublié pour autant les bénévoles tant dévoués qui ont travaillé pendant des décennies à éliminer ce mal, souvent sans aucune forme d'aide.

En ce qui concerne l'*Ottawa Citizen*, bien que je n'aie pas lu l'article personnellement, je conseille à l'auteur de réfléchir aux renseignements qui m'ont été transmis selon lesquels le Canada figure parmi les trois pays qui financent le plus l'enseignement. Nous figurons en tête du classement avec la Suède et les Pays-Bas. Pour ce qui est du financement de l'enseignement postsecondaire, nous venons au second rang, juste derrière les États-Unis. Nous n'avons pas à avoir honte de ce que font nos jeunes. Nous sommes aujourd'hui les égaux de n'importe qui dans le monde. En fait, lorsque nous utiliserons à